

- [CIRCULAIRE N° DSS/SD5D/2013/386 du 22 novembre 2013](#) relative à la contribution assise sur les dépenses de promotion des médicaments
- [Décision n° 2013.0142/DC/SCES du 27 novembre 2013](#) du collège de la Haute Autorité de santé portant adoption de la procédure de certification des établissements de santé et des structures visées aux articles L. 6133-7, L. 6321-1, L. 6147-7 et L. 6322-1 du code de la santé publique
- [Instruction DGOS du 29 novembre 2013](#) relative à la mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives aux commissions régionales paritaires
- [Arrêté du 3 décembre 2013](#) relatif aux conditions de fonctionnement du site internet public unique mentionné à l'article R. 1453-4 du code de la santé publique
- [Circulaire N°DGOS/R4/2013/398 du 4 décembre 2013](#) relative au positionnement et au développement de l'hospitalisation à domicile (HAD)
- [Décision du 4 décembre 2013](#) relative aux bonnes pratiques de fabrication
- [Arrêté du 6 décembre 2013](#) fixant la liste des établissements de santé expérimentateurs de la facturation individuelle des prestations de soins hospitaliers aux caisses d'assurance maladie ainsi que le périmètre de facturation concerné par l'expérimentation pour chacun de ces établissements de santé
- [Instruction du 10 décembre 2013](#) relative à la mise en œuvre du décret du 27 septembre 2013 relatif au contrat de bon usage des médicaments et produits et prestations mentionné à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale
- [INSTRUCTION N° DGOS/R4/2013/403 du 10 décembre 2013](#) relative aux missions des centres experts à vocation régionale et centres inter régionaux de coordination pour la prise en charge de la maladie de Parkinson et des syndromes parkinsoniens
- [Décret n° 2013-1151 du 12 décembre 2013](#) relatif au suivi médical post-professionnel des agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 exposés à un agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction

- [CIRCULAIRE N°DGOS/R1/2013/415/ du 13 décembre 2013](#) relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé
- [Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2013-1183](#) du 19 décembre 2013 relative à l'harmonisation des sanctions pénales et financières relatives aux produits de santé et à l'adaptation des prérogatives des autorités et des agents chargés de constater les manquements
- [Arrêté du 19 décembre 2013](#) modifiant l'arrêté du 30 juin 2011 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité en soins de suite et de réadaptation et l'arrêté du 29 juin 2006 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité en psychiatrie
- [Ordonnance n° 2013-1183 du 19 décembre 2013](#) relative à l'harmonisation des sanctions pénales et financières relatives aux produits de santé et à l'adaptation des prérogatives des autorités et des agents chargés de constater les manquements

- [Décision n° 2013-682 DC du 19 décembre 2013](#)

Sont déclarées contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 :

- à l'article 14, les 2° et 3° du paragraphe I et la seconde phrase du paragraphe II ;
- les articles 34, 37, 57 et 58

- [Arrêté du 20 décembre 2013](#) fixant pour 2014 le taux prévisionnel d'évolution des dépenses de médicaments et de la liste des produits et prestations résultant de prescriptions médicales effectuées dans les établissements de santé et remboursées sur l'enveloppe des soins de ville
- [Notice technique PMSI 2014 tous champs d'activité](#)
- [LOI n° 2013-1203 du 23 décembre 2013](#) de financement de la sécurité sociale pour 2014
- [Décret no 2013-1238 du 23 décembre 2013](#) relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé
- [Décret n° 2013-1216 du 23 décembre 2013](#) relatif à la reconnaissance des prescriptions médicales établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne
- [Arrêté du 23 décembre 2013](#) fixant la liste des établissements publics de santé soumis à la certification des comptes pour les comptes de l'exercice 2014

- [Décret no 2013-1239 du 23 décembre 2013](#) définissant les établissements publics de santé soumis à la certification des comptes
- [Arrêté du 26 décembre 2013](#) modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation
- [Décret n° 2013-1304 du 27 décembre 2013](#) pris pour application de l'article L. 542-1-2 du code de l'environnement et établissant les prescriptions du Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs
- [Instruction NDGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013](#) relative aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médicosociaux
- [Arrêté du 8 janvier 2014](#) modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et l'arrêté du 22 février 2008 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie
- [INSTRUCTION N° DGOS/PF2/DGS/RI1/2014/08 du 14 janvier 2014](#) relative aux recommandations pour la prévention de la transmission croisée des bactéries hautement résistantes aux antibiotiques émergentes
- [Arrêté du 16 janvier 2014](#) portant désignation des centres de ressources et de compétences de la mucoviscidose (CRCM)
- [Circulaire DGOS/DGS/2014/14 du 24 janvier 2014](#) relative aux modalités d'utilisation des spécialités à base de fer injectable
- [Décret n° 2014-73 du 30 janvier 2014](#) relatif à l'harmonisation des sanctions pénales et financières applicables aux produits de santé et aux modalités de mise en œuvre des sanctions financières
- [Décret no2014-90 du 31 janvier 2014](#) portant application de l'article 2 de la loi no2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
- [Avis](#) relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la fabrication et du commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire